

BEJAIA

**Quatre terroristes
abattus à Amizour**

La vaste opération de ratissage, menée depuis dimanche dernier par les forces de l'ANP dans les maquis terroristes surplombant la région d'Amizour, relevant de la wilaya de Béjaïa, commence à porter ses fruits. Quatre terroristes au moins ont été éliminés au cours de cette journée d'hier, avons-nous appris de sources concordantes.

L'on dénombre également une douzaine de militaires blessés au cours des violents échanges de tirs. Des bombardements intensifs ont été entendus à plusieurs kilomètres à la ronde de la ville d'Amizour, effectués par des hélicoptères de l'ANP, appuyés par l'artillerie au sol.

Aucun bilan officiel de cette grande offensive militaire dans les camps minés du GSPC ne nous a été donné à la fin de l'opération de l'après-midi d'hier. "Le plus important pour nous, c'est de les avoir repérés et encerclés; ils se sont retranchés dans leur casemate et nous sommes là pour les anéantir quel que soit le prix à payer", nous dira un haut responsable de la lutte antiterroriste engagé dans cette opération.

Nous avons appris, par ailleurs, que le chef de la 5^e Région militaire s'est rendu sur les lieux, hier, pour s'enquérir de la situation.

Notons que tous les chemins menant à cette région et plus particulièrement à Amizour ont été fermés à la circulation pour les besoins de cette offensive. Des dizaines de barrages ont été, conjointement, installés par les forces de police et de la Gendarmerie nationale sur les axes routiers des communes limitrophes d'Amizour et de Béjaïa.

Kamel Gaci

**L'UGCAA COMMENTE
LA RARETE DU LAIT
EN SACHET
"Le commerce
et le social ne font
pas bon ménage"**

Le constat de l'Union nationale des commerçants et artisans algériens est sans appel : la crise que vit la filière lait est due aux prix administrés. Ses responsables estiment en effet que le commerce ne peut faire bon ménage avec le social.

"A chaque fois qu'un produit est administré par l'Etat, cela se termine par des conséquences toujours graves aussi bien pour le consommateur que pour le producteur", explique M. Boulouar. Face à cette crise, les producteurs ne comptent pas rester passifs. Jeudi, ils organisent une rencontre de concertation qui finira par déboucher sur une journée qu'organiseront, dès la semaine prochaine, l'UGCAA et qui devra regrouper, en plus des producteurs, les distributeurs et les représentants de la tutelle. M. Boulouar indique en outre que ce que vit la filière lait est similaire à ce qu'avaient vécu les boulangers. "Comme pour les boulangers, les charges ont augmenté pour les producteurs de lait.

Le fait d'administrer les prix de la sorte, c'est une totale contradiction avec le marché libre." D'ailleurs, ajoute-t-il, cette situation qui n'arrange nullement les consommateurs fait les beaux jours des barons de la contrebande aux frontières qui arrivent à écouler de manière frauduleuse la farine en Tunisie et au Maroc où ce produit n'est pas soutenu par l'Etat. A ceux qui brandissent l'argument du social, notre interlocuteur répond que les mécanismes de la solidarité sont bien identifiés et que ce sont ceux-là qui devront être actionnés pour aider ceux qui n'arrivent pas à payer au prix réel le lait ou le pain.

L'UGCAA, qui plaide pour une libéralisation des prix, s'étonne qu'en dépit des conséquences induites par l'arrêt de la production au niveau de plusieurs unités, aucune commission n'ait été installée pour tenter de juguler les conséquences de la crise. "A ce rythme, je crains que les producteurs de lait ne se raréfient." Une crainte totalement justifiée puisque, depuis plusieurs jours déjà, le sachet de lait se raréfie à Alger.

Nawal Imès

LE VERDICT A ETE RENDU HIER

**Lourdes peines contre les
cadres d'Algérie Télécom**

Alors que tout le monde s'attendait à des "peines légères", voire des acquittements au profit de certains prévenus, le verdict prononcé hier par le tribunal correctionnel d'El-Harrach dans l'affaire dite "scandale d'Algérie Télécom" a surpris plus d'un.

En effet, le président du tribunal a prononcé la condamnation à cinq ans de prison ferme assortie d'une amende de 500 000 DA contre les cadres d'Algérie Télécom, dont l'ex-P-dg Brahim Ouarets. Au total, ils étaient 7 fonctionnaires de l'opérateur historique à être condamnés à cette peine. Il s'agit de MM. Ouarets, Seniam, Hahad, Lahlali, Mebarkia, Louma et Brahim.

Les autres prévenus, en l'occurrence les entrepreneurs Fodhili, Bousahwa, Kaoula ont été condamnés à sept années de prison ferme.

La même peine a été prononcée à l'encontre de Abdelwahab Farouk, l'ex-receveur de la poste de Ben Aknoun. Il est à noter que les onze personnes mises en cause dans cette affaire sont poursuivies, selon l'arrêt de renvoi, pour "dépense de deniers publics et conclusions de contrats contraires à la législation".

Le verdict prononcé par le tribunal correctionnel d'El-Harrach en début d'après-midi a jeté l'émoi parmi l'assistance. A l'annonce du verdict, les familles des prévenus ont éclaté en sanglots. Il a fallu l'intervention des uns et des autres pour calmer l'épouse, la mère, la fille ou le fils. Une scène forte en émotions.

A l'extérieur de la salle d'audience, l'assistance nombreuse, dont des syndicalistes de la Fédération nationale des travailleurs



Les plaidoiries, qui ont duré toute la nuit du

Abder Bettache

des postes et télécommunications (UGTA), était également surprise par la "sévérité" du verdict.

Les quelques avocats de la défense rencontrés dans la cour du tribunal étaient sereins. Ainsi, même s'ils qualifient les peines de très lourdes, ils fixent rendez-vous au niveau de la cour d'Alger pour le rejugement de l'affaire. Selon eux, l'appel sera introduit avant la fin de semaine en cours.

Pour rappel, le représentant du ministère public avait requis des peines maximales à l'encontre des onze prévenus. Contre l'ex-P-dg d'Algérie Télécom et les six autres cadres il a requis huit années de prison ferme, alors que pour les autres, il a été demandé dix années de prison ferme.

Les avocats de la défense au nombre d'une vingtaine qui ont succédé à la barre ont plaidé l'acquittement de leurs clients.

Les plaidoiries, qui ont duré toute la nuit du

**AIN-DEFLA
Djendel : Le P/APC
démissionne du MSP**

Pour "compatibilité impossible" avec les responsables du bureau exécutif de la formation de Aboudjerra Soltani auquel il reproche "une gestion personnelle des affaires du parti. Une tendance caractérisée à l'égoïsme et un régionalisme insoutenable" tels sont entre autres les griefs qu'il avance à l'encontre des responsables du bureau de wilaya du mouvement MSP et ce, dans une lettre adressée à ce bureau datée du 18 mars, et dont une copie nous a été communiquée par M. Leimèche Mohamed qui exerce son second mandat au nom de cette même formation. Il ajoute avoir "réclamé à de nombreuses reprises un peu plus de considération", mais en vain "comme si nous ne faisons pas partie de cette formation". "C'est pour continuer à remplir mes engagements que je suis resté et par fidélité à la population qui m'a élu." C'est ainsi que Leimèche Mohamed justifie sa démission des rangs du MSP, démission datée du 18 mars courant. "Je me retire de vos rangs et vous laisse la place libre pour faire ce que vous voulez..." écrit-il, en guise de conclusion à sa lettre de démission.

Karim O.

FAÇADE MARITIME D'ALGER

Les chantiers des travaux publics inspectés

La façade maritime de la baie d'Alger a été inspectée par le ministre des Travaux publics. Ceci entre dans le cadre de la protection de ce qui existe comme infrastructures, le renforcement de ces derniers ainsi que le lancement de nouveaux ouvrages.

La visite effectuée par bateau a permis à la délégation ministérielle de

constater de visu les travaux de confortement entrepris sur les jetées Kheireddine et Mustapha ainsi que celle du grand môle endommagée lors des dernières intempéries. Au niveau de la jetée Kheireddine, deux grandes grues montées sur des plates-formes flottantes s'emploient au renforcement de cette digue historique par le biais de brise-

lames et autres blocs de pierre. La délégation, qui a inspecté tout le pourtour du port d'Alger, a par la suite mis le cap sur le rivage Ferhani pour voir de près les travaux entrepris pour la réfection de cette partie qui donne sur une route à grande circulation.

Au cours d'une déclaration à la presse, le ministre de tutelle a précisé qu'il est urgent de réconcilier la

ville avec la mer car cette partie a longtemps été négligée. Outre les projets déjà livrés comme celui du réaménagement du port et la plage d'El Djamilia, d'autres sont engagés (huit autres chantiers en perspective).

La nouveauté dans ces réalisations, est la précision dans l'exécution grâce notamment au GPS.

N. M.